



Ibrahim Governance Weekend 2025, 1-3 juin

Financer l'Afrique Nous Voulons : Dirigeants et acteurs du continent africain s'unissent autour de trois piliers fondamentaux pour tracer une nouvelle voie de financement du développement post-aide internationale

Marrakech, le 5 juin 2025 – Réunis à Marrakech dans le cadre du Ibrahim Governance Weekend 2025, un mois avant le Sommet de Séville sur le Financement du Développement, les principaux acteurs du continent africain, dirigeants politiques, représentants du secteur privé, des institutions multilatérales, du monde financier, de la société civile, ainsi que leurs partenaires, ont débattu des priorités du continent africain et des voies et moyens d'assurer leur financement dans un contexte marqué par le rétrécissement de l'aide internationale.

Placée sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, et dans un contexte mondial marqué par l'incertitude et la convergence des crises, ces trois jours de discussions ont mis en évidence un consensus clair de la part de l'ensemble des participants africains : la volonté de prendre en main la maîtrise de l'agenda de leur continent, en renforçant la mobilisation des ressources propres du continent, mais aussi l'attention portée aux déficits de gouvernance et aux conflits qui perdurent.

Dans son Message d'ouverture, Sa Majesté le Roi Mohammed VI a déclaré : « *Notre continent subit de plein fouet les retombées des crises internationales multidimensionnelles [...]. Cependant, en aucune manière, ces défis conjoncturels ne doivent ébranler notre volonté commune d'aller de l'avant.* »

Au fil de discussions animées, les participants de tous niveaux et toutes origines ont dégagé un consensus fort autour de trois piliers essentiels.

1. La redéfinition des partenariats selon les termes du continent, pour mettre en œuvre « l'Afrique que Nous Voulons »

L'événement s'est tenu dans un contexte de bouleversements importants, marqué notamment par la réduction sévère de l'Aide publique au développement (APD). Mais cette chute brutale ne fait qu'accélérer une trajectoire de désengagement à l'œuvre depuis quelques années, comme le souligne le rapport *Faits et Chiffres 2025* de la Fondation publié en appui aux discussions. De fait, la part de l'Afrique dans l'APD totale a perdu 11 points de pourcentage entre 2013 et 2023.

Comme l'a souligné Ngozi Okonjo-Iweala, Directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce : « *La viabilité de l'APD comme moteur du développement africain était déjà sur le déclin depuis longtemps.* »

Plutôt qu'un revers, ce moment constitue donc l'opportunité stratégique de redéfinir la relation entre l'Afrique et ses bailleurs traditionnels, en faveur de partenariats mutuellement bénéfiques fondés sur l'investissement et non sur la générosité, permettant au continent d'assurer la maîtrise de ses ressources domestiques considérables et d'en tirer pleinement profit.

Au cours de son Dialogue avec Mo Ibrahim, David Lammy, Ministre britannique des affaires étrangères a déclaré : « *Il ne s'agit pas simplement de développement, mais d'une question fondamentale : qu'est-ce que le développement ? Le développement, c'est la croissance. C'est l'emploi, les opportunités, l'entreprise.* »

Les dirigeants présents ont été appelés à saisir l'occasion des prochaines tribunes internationales, notamment la 4^e Conférence internationale sur le financement du développement qui se tiendra à Séville du 30 juin au 3 juillet, pour porter clairement la voix de l'Afrique et reformuler le cadre des discussions avec les partenaires internationaux.

2. La mobilisation accélérée des ressources financières domestiques

Les discussions ont montré que si la vision de « L'Afrique que Nous Voulons », définie il y a plus de dix ans par l'Agenda 2063 de l'Union africaine, reste inchangée, sa mise en œuvre appelle une approche différente et un calendrier accéléré.

Les données fournies par la Fondation indiquent que les 330 milliards de dollars nécessaires en moyenne annuelle pour financer le Deuxième plan décennal de l'Agenda 2063 (2024-2033) représentent une somme largement inférieure au total des nombreuses ressources financières inexploitées ou sous-exploitées disponibles sur le continent. Experts et dirigeants ont évoqué les mesures concrètes de nature à mobiliser les ressources domestiques du continent pour financer l'Afrique que nous voulons, notamment :

- Assécher les flux financiers illicites quittant le continent, qui restent estimés en moyenne annuelle à environ 90 milliards de dollars - soit davantage que le total de l'APD reçue - dont la moitié liée aux produits extractifs, principalement l'or
- Renforcer les systèmes fiscaux domestiques afin d'augmenter le ratio recettes fiscales / PIB actuellement de 15 % pour la moyenne continentale, soit la moitié de la moyenne des pays de l'OCDE, et inférieur à 15 % dans au moins 19 pays africains
- Renforcer l'investissement sur leur propre continent des fonds de pension africains, évalués à environ 220 milliards de dollars, des fonds souverains africains, estimés à environ 130 milliards de dollars, et des envois de fonds africains, représentant plus de 90 milliards de dollars par an
- Mettre en place des chaînes de valeur locales permettant au continent de tirer profit du capital représenté par un sous-sol qui héberge 5 % à 78 % des réserves mondiales de minerais critiques, essentiels pour la mise en œuvre d'une économie mondiale verte
- Monétiser de manière adéquate les capacités de captage carbone de l'Afrique, son patrimoine biodiversité, ainsi que son potentiel bleu et agricole
- Accélérer la mise en œuvre de l'accord de la ZLECAf pour stimuler les IDE intra-africains, qui ne représentent actuellement que 14 % du total des IDE sur le continent

3. La nécessité de garantir paix, sécurité, justice et gouvernance, conditions préalables incontournables de tout investissement

L'impact préoccupant sur l'agenda de développement de l'Afrique des conflits en cours et des crises et lacunes de gouvernance a été unanimement souligné. Tous entraînent des pertes humaines et matérielles considérables, affectent des secteurs essentiels comme la santé et les infrastructures, détériorent la perception du risque africain et décourageant l'investissement privé sur le continent.

Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, a déclaré : « *La paix est une condition préalable à la santé. La paix est une condition préalable au développement. La paix est le meilleur remède. La paix est le préalable pour l'Afrique que nous voulons tous : une Afrique en meilleure santé, plus sûre et plus équitable.* »

Les participants ont unanimement convenu que tant que les conflits continueront de sévir à travers le continent, la croissance restera entravée, appelant à des efforts concertés pour instaurer la paix et renforcer la gouvernance. Des appels particulièrement fermes ont été lancés concernant les situations au Soudan et au Niger, où plusieurs dirigeants se sont joints à Mo Ibrahim pour demander la libération immédiate du président Bazoum.

Mo Ibrahim a déclaré : « *Le déclin de l'aide ne doit pas être perçu comme une sorte de chute dans le vide pour notre continent. Elle n'a jamais suffi à financer le développement de l'Afrique, et la place de notre immense continent dans la nouvelle économie globale qui s'annonce ne devrait jamais dépendre de la générosité de partenaires internationaux. Mais sans paix, sans sécurité, sans justice, et sans gouvernance, nous n'avancerons jamais. Il est temps d'assumer nos responsabilités et de mettre en place les fondations dont nous avons besoin.* »

Annexe

L'Ibrahim Governance Weekend à débute avec la Leadership Ceremony, avec un Message Royal de Sa Majesté Mohammed VI et les interventions de personnalités telles que S.E. Amina J. Mohammed, Vice-Secrétaire générale des Nations Unies, Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, Mo Ibrahim, Président et fondateur de la Fondation Mo Ibrahim, S.E. Louise Mushikiwabo, Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie, Modupeoluwa Ige, membre du Now Generation Network de la Fondation, et Josep Borrell, ancien Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, qui ont évoqué les défis cruciaux auxquels sont confrontés les dirigeants contemporains, en Afrique comme dans le reste du monde. Vous pouvez visionner l'intégralité de la Cérémonie de Leadership [ici](#).

La deuxième journée de l'IGW a rassemblé des voix expertes et influentes d'Afrique et du monde lors du Forum Ibrahim, où, au cours de quatre sessions plénières, les participants ont débattu du thème 2025 : *Financer l'Afrique que Nous Voulons*. Les discussions ont porté sur la définition des priorités du continent ainsi que sur les stratégies et réformes nécessaires pour mieux tirer parti des ressources domestiques du continent. Les échanges ont été documentés par les *Faits et Chiffres 2025* produits par la Fondation. Le rapport complet du Forum 2025 sera publié le mois prochain et inclura les principales conclusions des discussions de l'IGW, ainsi que des contributions complémentaires.

Toutes les sessions du Forum Ibrahim sont accessibles ici :

- Discours d'ouverture : [Dr Ngozi Okonjo-Iweala, Directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce](#)
- Session 1 – [L'Afrique que nous voulons](#)
- Mo *En conversation avec...* [S.E. Moussa Faki Mahamat, ancien Président de la Commission de l'Union africaine](#)
- Session 2 – [Mobiliser les ressources propres du continent : maximiser les revenus](#)
- Session 3 – [Plus que des montants accrus, des outils plus efficaces](#)
- Session 4 – [Investir sur le continent](#)
- Mo *En conversation avec...* [S.E. David Lammy, Ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni](#)

Tout au long de l'IGW, un programme fourni de réunions parallèles a été l'occasion de discussions allant de l'avenir de la coopération fiscale internationale, à la mise en œuvre de la Mission 300, à l'investissement privé pour une transition énergétique juste en Afrique, ou aux facteurs d'évaluation du risque africain.

Vous pouvez également accéder à des documents importants, des images et des contenus vidéo de l'IGW [ici](#).

Quelques contributions

S.E. Amina J. Mohammed, Vice-Secrétaire générale des Nations Unies : « La transformation économique de l'Afrique ne viendra pas de l'extérieur ; elle prendra racine de l'intérieur. En libérant le commerce intra-africain. En améliorant la chaîne de valeur locale et en investissant de manière significative dans la plus grande richesse de l'Afrique – son peuple. »

S.E. Josep Borrell, ancien Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité : « Les Européens doivent comprendre que l'Afrique n'est pas juste un réservoir d'êtres humains. L'Afrique, c'est l'avenir de notre monde, et nous devons nous battre pour cet avenir. »

S.E. Moussa Faki Mahamat, ancien Président de la Commission de l'Union africaine : « Nous devons prendre les choses en main, qu'il s'agisse de paix et de sécurité, du modèle de démocratie ou de la gestion de l'État. Tout cela doit être conçu par nous-mêmes. »

S.E. Nadia Fettah Alaoui, Ministre de l'Économie et des Finances du Royaume du Maroc : « Nous avons besoin de financements bon marché, de financements concessionnels, pas de fonds surfacturés et coûteux. »

Samaila Zubairu, PDG de l'African Finance Corporation : « L'Afrique est une bonne frontière. Mais cette frontière prometteuse reste à prouver... Il nous faut passer du discours sur le potentiel à sa mise en œuvre. »

Tarik Senhaji, Directeur général de la Bourse de Casablanca : « Nous n'avons pas besoin de davantage d'aide, nous pouvons nous prendre en charge. Les Africains devraient signer leurs propres chèques, et pour cela, nous devons mettre en place des marchés de capitaux souverains. »

Yvonne Ike, Directrice générale et responsable de l'Afrique subsaharienne chez Bank of America : « Nous parlons de chiffres conséquents, d'opportunités considérables. Mais pour avancer concrètement, il faut considérer attentivement où se trouvent ces fonds, comment les mobiliser, et comment identifier les actifs les plus accessibles et les moyens de les déployer en priorité. »

Contact

Pour plus d'information ou pour demander une interview, merci de contacter :

- MIF media team, mifmedia@thorndonpartners.com, +44 7796 451915

Suivez la Fondation Mo Ibrahim sur :

- Site internet : mo.ibrahim.foundation
- LinkedIn: <https://www.linkedin.com/company/moibrahimfoundation>
- X: [@Mo_IbrahimFdn](https://twitter.com/Mo_IbrahimFdn)
- Facebook: <https://www.facebook.com/MoIbrahimFoundation>
- YouTube: <https://www.youtube.com/user/moibrahimfoundation>
- Instagram: <https://instagram.com/moibrahimfoundation>
- BlueSky: <https://web-cdn.bsky.app/profile/mo.ibrahim.foundation>
- Rejoindre le groupe WhatsApp : <https://whatsapp.com/channel/0029VaOPbjzKQuJBuBcUgv0b>
- S'inscrire à la newsletter : <https://mo.ibrahim.foundation/news/2024/MIF-newsletter-now-live>

A propos de la Fondation Mo Ibrahim

Créée en 2006, la Fondation Mo Ibrahim a pour objectif de renforcer la voix de l'Afrique sur les grands sujets globaux, et met l'accent sur l'importance de la gouvernance et du leadership. La Fondation fournit des données et des analyses sur les défis du continent, réunit les principaux acteurs concernés, pour des échanges et soutient des initiatives visant à améliorer le leadership et la gouvernance.

A cet égard, la Fondation concentre ses efforts sur la définition, l'évaluation, et l'amélioration de la gouvernance et du leadership en Afrique, facteurs prioritaires du progrès du continent. La Fondation accorde une importance toute particulière à la jeunesse africaine, acteur-clé de la construction de son propre continent. Cet objectif est atteint au travers de cinq initiatives :

- [L'Indice Ibrahim de la Gouvernance en Afrique](#)
- [Le Prix Ibrahim pour un leadership d'excellence en Afrique](#)
- [L'Ibrahim Governance Weekend](#)
- [Les bourses et subventions Ibrahim](#)
- [Le réseau Now Generation Network](#)